

## « La France, un pays dépouillé de ses valeurs »

Par Bertrand Delanoë\*

(Le Monde, 6 juillet 2010)

Il y a un peu plus de soixante-dix ans, Montherlant publiait un petit livre ardent et lucide, *L'Equinoxe de septembre*, dans lequel il dénonçait l'esprit de Munich, décrivant l'atmosphère délétère de la France de la fin des années 1930. On y voit s'élever la coalition des égoïsmes, la haine de tous contre tous et la résignation érigée en principe. Y règne "une morale où l'indignation est appelée "mauvais caractère", où l'expression de ce qui est est appelée "inconvenance", où tout homme qui se tient à ses principes, et dit non, est décrété "impossible"". Comment ne pas percevoir l'écho que l'époque actuelle renvoie à ce tableau édifiant ?

Car notre pays semble à nouveau privé de repères, attiré vers les abîmes du renoncement. En février, un rapport du médiateur de la République décrivait une société "fracturée" et dominée par un état d'esprit "mêlant angoisse et rancœur, prêt à se déverser dans les pires exutoires". La France semble arriver à un moment où tout ce qui avait forgé son pacte républicain serait en phase de liquidation.

Et notre pays paraît se réfugier dans le repli, comme s'il se détournait de tout ce que l'Histoire lui a légué de plus fécond : l'esprit d'ouverture et la force de la tolérance. Ce qui s'érode aujourd'hui, c'est l'idée même qu'une nation puisse être d'abord une expérience commune. L'expression insidieuse de cet égoïsme triomphant, c'est cette forme collective de l'individualisme qu'on appelle communautarisme.

Comment en sommes-nous arrivés là ? La vérité est qu'un certain discours s'est répandu, signant un armistice insupportable sur l'essentiel : notre héritage, nos idéaux, notre avenir. Ce discours a atteint son point culminant avec le débat nauséabond sur "l'identité nationale". Alors se sont libérés tous les effluves du rejet qui nourrit l'envie et la haine. Il y a d'ailleurs quelque chose de désespérant dans ce mode de gouvernance fondé sur la mise sous tension permanente du corps social et l'exploitation des antagonismes.

La France d'aujourd'hui est un pays où une composante de la population est sans cesse évoquée à travers des étiquettes humiliantes, assimilée à la délinquance, à la polygamie ou à la fraude aux allocations familiales. C'est un pays où une femme, Prix Goncourt, devrait s'excuser d'écrire librement, et, de fait, se justifier d'être française. Un pays où un réseau de cinéma, dans une relative indifférence, déprogramme l'œuvre d'un cinéaste israélien, en "représailles" contre l'attitude de leur gouvernement : une censure politique qui cible la culture, au pays des Lumières...

En un mot, c'est un pays que l'on dépouille de ses propres valeurs. Ainsi, là où nos concitoyens ont soif de sens, d'exigence et de résultats, s'écrit chaque jour une petite chronique de la désinvolture, de la vacuité et même du culte vénal. Ne revenons pas ici sur ce qui a rythmé l'actualité récente et mis en lumière une République pas vraiment "exemplaire". Soulignons en revanche ce qui se dessine en arrière-plan : une véritable décadence de l'esprit public. Oui, le démantèlement de nos services publics ne se borne pas à transformer les fonctionnaires en variables d'ajustement d'une politique de court terme, il porte atteinte à

l'universalité même de l'école, de la santé, de la sécurité, voire de l'information.

### **LE SENS DU COLLECTIF**

Dès lors, comment s'étonner, devant ce spectacle d'un système dur avec les humbles et complice avec les puissants, que la France, selon un récent sondage de l'IFOP, soit le pays d'Europe où le sentiment d'injustice sociale est le plus prononcé ? Au cours des sept dernières années, les 0,01 % de Français les plus riches ont vu leur revenu croître dix fois plus vite que celui du reste de la population. Pourtant, la réforme en cours sur les retraites cible, une fois encore, les modestes, les carrières longues et souvent épuisantes. S'installe le sentiment d'une société devenue amoralisée, dans laquelle la défiance est finalement le sentiment le mieux partagé.

Ce pays cabossé, cette société tourneboulée, la gauche doit tenter de les convaincre que des perspectives stimulantes existent. Pour cela, il faut dire la vérité. Et d'abord sur la dramatique situation budgétaire de la France, après qu'un gouvernement ayant acté la "faillite" de nos finances publiques s'est évertué à les dilapider. La vérité, donc : dans notre pays, l'Etat vit six mois de l'année au crédit des générations futures. Gouverner consistera à rechercher des marges, en assumant des priorités claires. Nous ne pourrons pas tout, mais tout ce que nous pouvons devra être accompli. Ne cherchons pas à accréditer l'idée d'un miracle ni celle d'une absurde infaillibilité.

Concentrons-nous en revanche sur les piliers d'un projet crédible, la solidarité, l'éducation, l'innovation et la croissance écologique. Revendiquons-le : les notions de justice sociale ou de performance de nos services publics dessinent des réponses modernes qui nécessitent des moyens, des instruments ainsi qu'une organisation. Sur chacun de ces engagements, nous devons rendre des comptes aux Français, tant ils sont las des promesses sans lendemain. Oui, la gauche a le devoir de dépasser cette confusion ambiante dans laquelle le pouvoir n'est responsable de rien puisque *"c'est la faute à la crise, à la mondialisation, voire aux collectivités locales"*.

Ultime condition, mais décisive : il faudra rétablir un Etat impartial, garant de la séparation des pouvoirs et de l'unité nationale. Le défi de demain est social et économique, il est tout autant démocratique et éthique. Dès à présent, gardons-nous de répondre au populisme par la démagogie, fût-elle tonitruante. Faisons la démonstration d'une opposition qui puise dans le sens du collectif la force de défendre ses convictions, comme elle y puisera demain son inspiration pour faire progresser la société tout entière. Veillons-y dès à présent, quelques semaines avant l'équinoxe de septembre 2010...

\* Bertrand Delanoë, maire (PS) de Paris.